

La ruée vers les minerais critiques menace l'Amazonie

Climat Alors que la Cop 30 touche à sa fin, le pays du président Lula fait face à ses contradictions : comment défendre la protection du climat et de la forêt amazonienne, tout en soutenant le boom de l'exploitation minière dans cette région ?

Éclairage Morgann Jezequel
Envoyée spéciale à Belém

Les participants à la 30^e Conférence des Nations unies sur le climat, qui touche à sa fin après deux semaines de négociations, n'ont pas pu les manquer. À leur arrivée à l'aéroport de Belém, devant les tapis de bagages, dans les rues de la ville et jusqu'au Parque da Cidade ("Parc de la ville"), le cœur névralgique de la Cop 30, les publicités du groupe minier brésilien Vale – qui a financé plusieurs travaux liés à l'organisation du sommet – sautent aux yeux.

Le secteur s'est aussi invité dans la "zone bleue", l'espace officiel des négociations, multipliant les tables rondes avec pour objectif de s'affirmer comme un acteur incontournable de la transition énergétique. L'occasion, aussi, pour les entreprises comme pour les autorités, de mettre en avant le potentiel stratégique du Brésil comme fournisseur de minerais dits critiques, et d'attirer les investissements étrangers.

Un positionnement stratégique

"[Notre] message principal est que l'exploitation minière brésilienne est un élément essentiel de la solution climatique mondiale", a notamment déclaré, lors du sommet, un responsable de l'Agence nationale des mines.

Cuivre, lithium, nickel, graphite, terres rares... Les sous-sols du Brésil recèlent d'importantes réserves de métaux et minerais indispensables à la fabrication de batteries, de panneaux solaires, d'éoliennes ou encore de moteurs de véhicules électriques. À l'heure où la ruée sur les minerais critiques s'intensifie, à mesure que la transition énergétique s'accélère, le pays entend bien s'engager pleinement dans la course et booster ses exportations.

Selon l'Agence internationale de l'énergie, le marché de ces minerais a en effet déjà doublé entre 2017 et 2022 et la demande mondiale pourrait encore être multipliée par six d'ici à 2040, portée par l'abandon progressif des énergies fossiles au profit des renouvelables – condition indispensable pour atteindre l'objectif de "zéro émission nette" fixé par l'accord de Paris – au risque de provoquer des pénuries.

Pour le Brésil, le potentiel est immense : sa production ne représente aujourd'hui que 0,09 % de l'offre mondiale, alors même que le pays concentre près de 10 % des réserves connues de la planète. Les données du Service géologique brésilien le placent notamment en première place des gisements de niobium (avec plus de 90 % des réserves), en deuxième position en ce qui concerne les terres rares et le graphite, et en troisième pour le nickel.

L'Amazonie au cœur d'une nouvelle ruée minière

Mais l'ambition du Brésil d'étendre ses extractions soulève aussi de vives préoccupations – et un paradoxe : celui de menacer ses engagements climati-

ques. Car un territoire clé se retrouve au centre de l'appétit pour ces minerais critiques : l'Amazonie, déjà durement touchée par l'orpaillage illégal – malgré un recul notable sous le gouvernement Lula – et désormais prise dans une nouvelle ruée minière, légale cette fois, avec une explosion des demandes de permis de recherche ces dernières années.

"En plus d'accueillir déjà d'énormes projets miniers, vecteurs de conflits socio-environnementaux, de déforestation, de contamination des rivières et de violations des droits, l'Amazonie brésilienne est l'écosystème le plus menacé par l'avancée des activités minières", alertent l'Observatoire brésilien du secteur minier, les centres de journalisme d'investigation et le think tank consacré à ces activités. "Environ 93 millions d'hectares, [c'est-à-dire] 22 % de toute la superficie du biome, suscitent l'intérêt du secteur, soit la superficie cumulée de l'Allemagne et de la France."

Cette pression est confirmée par une enquête du site d'information InfoAmazonia publiée en juin 2024, qui a recensé plus de 5 000 demandes de permis pour explorer, en Amazonie, des minerais considérés comme essentiels pour la transition énergétique. Des requêtes qui couvrent à elles seules 26 millions d'hectares, soit un peu plus de huit fois la surface de la Belgique. Plusieurs empiètent sur des territoires autochtones – où la loi brésilienne interdit ces activités. Du moins pour l'instant.

Un cadre législatif affaibli

Ces derniers mois, deux propositions de loi controversées visant à légaliser, entre autres activités, l'exploitation minière sur ces territoires ont progressé au Congrès, dominé par les conservateurs, et ont été approuvées en août par la commission des droits humains du Sénat. Pour son expansion, le secteur minier mise également sur un autre texte, voté en juillet, qui assouplit de manière inédite les règles d'octroi des licences environnementales pour les projets jugés stratégiques. Le Congrès doit encore se prononcer sur le veto partiel de Lula.

En parallèle, le gouvernement et le Parlement prévoient de lancer prochainement une politique nationale pour les minerais critiques, qui viserait, entre autres, à concéder des financements et des avantages fiscaux à certains projets d'extraction. "Au lieu de renforcer les licences environnementales, le Brésil semble vouloir offrir une carte blanche aux entreprises, regrette Mauricio Angelo, directeur exécutif de l'Observatoire du secteur minier. Le secteur surfe sur la transition climatique et se présente comme vert et durable, mais en réalité, son modèle reste le même. Il est urgent d'obtenir des garanties robustes pour que les territoires et les populations ne soient pas affectés par l'expansion des minerais critiques. Mais cela implique de la volonté politique."

Dans ce contexte, le chemin emprunté par le Brésil jure avec l'image d'un pays champion du climat que Lula a voulu projeter à la Cop 30.

COP30
BRASIL
AMAZÔNIA
BELÉM 2025

5 000

demandes en cours

Publiée en juin 2024, une enquête du site d'information InfoAmazonia a recensé plus de 5 000 demandes de permis pour explorer, en Amazonie, des minerais considérés comme essentiels pour la transition énergétique. Des requêtes qui couvrent un peu plus de huit fois la surface de la Belgique.